



Bruxelles, le 25 novembre 2016

Document de consultation

REVISION DU CODE DE BONNES PRATIQUES POUR LA CONDUITE DES PROCEDURES DE CONTROLE DES AIDES D'ÉTAT

Le but de cette consultation est de solliciter l'opinion des **États membres** et des **parties prenantes** sur l'application de la **communication de la Commission** concernant le code de bonnes pratiques pour la conduite des procédures de contrôle des aides d'État¹ (ci-après «le code»).

Les réponses viendront enrichir la révision mentionnée au paragraphe 57 du code.

Tous les citoyens et organisations sont invités à contribuer à cette consultation. Sont particulièrement attendues les contributions des États membres et des parties prenantes dans les procédures relatives aux aides d'État, y compris les autorités nationales, régionales et locales, les tribunaux, les cours des comptes, les bénéficiaires d'aides, les plaignants, les groupements professionnels commerciaux et industriels, la communauté juridique et les milieux d'affaires, etc.

La Commission invite les États membres et les parties prenantes à présenter leurs réponses à la direction générale de la concurrence («DG COMP»), de préférence par courrier électronique, avant le **25 février 2017**.

1. INTRODUCTION

Le 16 juin 2009, la Commission a adopté le code qui fournit des indications concernant la gestion au jour le jour des procédures relatives aux aides d'État. À cet égard, il encourage l'utilisation des contacts préalables à la notification et fournit un cadre pour la rationalisation de l'échange d'informations entre la Commission et les États membres.

Le code est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

¹ JO C 136 du 16.6.2009, p. 13.

À la suite de la révision du règlement de procédure² dans le cadre du processus de modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État, le code a besoin d'être révisé afin de refléter les nouvelles dispositions. La présente consultation vise donc à recueillir les points de vue des États membres et des parties prenantes sur l'application du code au cours des sept dernières années.

2. MODALITÉS DE RÉPONSE À LA PRÉSENTE CONSULTATION

Les États membres et les autres parties prenantes sont invités à répondre au questionnaire ci-dessous.

Les réponses peuvent être soumises dans toutes les langues officielles de l'Union européenne. Toutefois, vous êtes invité(e) à soumettre votre réponse au questionnaire dans l'une des langues de travail de la Commission (anglais, français ou allemand). Ceci afin d'éviter tout retard de traduction et d'accélérer le traitement des réponses.

Les questions sont classées par thème. Si une question ne vous concerne pas, veuillez répondre par la mention «sans objet».

Votre réponse doit être soumise le **25 février 2017** au plus tard. Veuillez noter que nous ne pouvons pas garantir la prise en considération des réponses reçues après l'expiration du délai.

Votre réponse doit être accompagnée de la référence «**HT 4816**» et envoyée, de préférence par courrier électronique, à l'adresse: COMP-03-PUBLIC-CONSULTATION@ec.europa.eu

Votre réponse peut également être envoyée à l'adresse postale suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des aides d'État
1049 Bruxelles
BELGIQUE

² Règlement (UE) n° 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 248 du 24.9.2015, p. 9).

VOTRE PROFIL

DÉCLARATION SPÉCIFIQUE RELATIVE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Veuillez noter que la Commission prévoit de publier les réponses à ce questionnaire en ligne à l'adresse <http://ec.europa.eu/competition/consultations/open.html>

Par conséquent, si vous souhaitez que votre identité et/ou vos réponses, en tout ou en partie, ne soient pas publiées, veuillez l'indiquer clairement ci-dessous.

Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de l'Union, veuillez consulter: http://ec.europa.eu/geninfo/legal_notices_fr.htm#personaldata

Veuillez indiquer vos coordonnées ci-dessous.

Nom

Organisation représentée

**Principales activités
commerciales**

Lieu (pays)

**Adresse de courrier
électronique:**

Dans un souci de transparence, la Commission invite les organisations qui souhaitent exprimer leur point de vue dans le cadre d'une consultation publique à lui communiquer et à rendre publique toute information utile relative aux intérêts qu'elles représentent, en s'inscrivant au registre de transparence et en souscrivant à son code de conduite. Si une organisation décide de ne pas fournir ces informations, la politique déclarée de la Commission est de considérer cette contribution comme une contribution individuelle [normes applicables aux consultations, voir COM(2002) 704; lignes directrices pour une meilleure réglementation, voir SWD(2015) 111 final; et communication sur le suivi de l'initiative européenne en matière de transparence, voir COM(2007) 127].

Si vous représentez une organisation enregistrée, veuillez indiquer son numéro d'identification au registre de transparence lorsque vous répondez au questionnaire en ligne. Votre contribution sera alors considérée comme reflétant le point de vue de votre organisation.

Si votre organisation n'est pas encore enregistrée, vous pouvez le faire maintenant. Vous pourrez ensuite revenir sur cette page, continuer à répondre au questionnaire et soumettre votre contribution en tant qu'organisation enregistrée.

Veuillez lire attentivement la déclaration relative à la protection des données à caractère personnel jointe à l'annonce de la présente consultation publique pour en savoir plus sur le traitement de vos données à caractère personnel et de votre contribution.

Pour les organisations enregistrées: veuillez indiquer ici votre numéro d'identification.

En ce qui concerne l'utilisation de votre contribution, veuillez choisir une des options suivantes:

Ma/notre contribution

☐ peut être publiée directement, accompagnée de mes informations personnelles/des informations relatives à mon organisation (je consens à la publication, en totalité ou en partie, de toutes les informations contenues dans ma contribution, y compris mon nom/le nom de mon organisation, et je déclare qu'aucun élément de ma réponse n'est illégal ou susceptible de porter atteinte aux droits d'aucun tiers dans une mesure telle qu'il serait impossible de la publier).

☐ peut être publiée directement de manière anonyme (je consens à la publication, en totalité ou en partie, de toute information contenue dans ma contribution –°y compris des citations ou des opinions formulées par moi – sous réserve de l'anonymat de celle-ci). Je déclare qu'aucun élément de ma réponse n'est illégal ou susceptible de porter atteinte aux droits d'aucun tiers dans une mesure telle qu'il serait impossible de la publier.

☐ ne peut pas être publiée directement mais peut être incluse dans des données statistiques (je comprends que ma contribution ne sera pas publiée directement mais que mes réponses anonymes peuvent être incluses dans des données statistiques publiées, par exemple pour présenter les tendances générales des réponses à cette consultation). Veuillez noter que vos réponses pourront faire l'objet d'une demande d'accès public à des documents au titre du règlement (CE) n° 1049/2001.

REMARQUE: Vous devez respecter l'ordre des questions, même si vous n'êtes pas tenu(e) de répondre à chacune d'entre elles. Lorsqu'une question ne s'applique pas à vous ou à votre organisation, veuillez indiquer «sans objet». Vous pouvez également soumettre d'autres informations qui vous semblent pertinentes.

SECTION A: INFORMATIONS GENERALES

1. Avez-vous utilisé le code?
2. D'après votre expérience, quels sont les principaux effets positifs du code et quels ont été les facteurs sous-jacents de réussite?
Veuillez donner des exemples concrets.
3. D'après votre expérience, quels sont les principaux effets négatifs du code?
Veuillez donner des exemples concrets.
4. Avez-vous rencontré des difficultés dans les procédures prévues par le code?
Dans l'affirmative, veuillez expliquer les difficultés que vous avez rencontrées.

SECTION B: UTILISATION DU CODE DE BONNES PRATIQUES

1. INFORMATIONS GENERALES

5. Quelles parties du code trouvez-vous utiles?
6. Quelles parties du code trouvez-vous inutiles?
7. Étant donné que le code est entré en vigueur en 2009, a-t-il eu un impact positif sur la conduite des procédures relatives aux aides d'État par la Commission?
Veuillez donner des exemples.
8. D'après votre expérience, le code améliore-t-il la prévisibilité des procédures relatives aux aides d'État?
Veuillez donner des exemples concrets.
9. Quelle a été la procédure qui s'est le mieux déroulée et que peut-on en déduire?

2. CONTACTS PREALABLES A LA NOTIFICATION

10. Veuillez indiquer le nombre de contacts préalables à la notification que vous avez eus avec la Commission depuis 2009?
11. Avez-vous rencontré des difficultés pour convenir de contacts préalables à la notification?
Dans l'affirmative, veuillez expliquer la nature de ces difficultés.
12. De façon générale, ces contacts préalables à la notification ont-ils été utiles?
Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi.
13. Dans combien de cas la Commission est-t-elle entrée en contact avec vous dans le délai indicatif de deux semaines suivant la réception du projet de formulaire de notification?

14. Combien de temps les contacts préalables à la notification ont-ils duré? Ont-ils eu un impact positif sur la durée globale de la procédure en matière d'aides d'État?
15. Y a-t-il eu une différence de durée dans certaines catégories de cas (nouveaux instruments d'aide, secteurs particuliers, montants élevés d'aide, etc.).
16. Le bénéficiaire de l'aide a-t-il été impliqué dans le cadre des contacts préalables à la notification? Cela a-t-il été utile?

3. EXAMEN PRELIMINAIRE

17. Dans combien de cas depuis 2009 la Commission vous a-t-elle envoyé une demande de renseignements globale dans les quatre à six semaines suivant la notification? Veuillez également indiquer le nombre total de cas notifiés.
18. Dans combien de cas la Commission vous a-t-elle posé d'autres questions après votre réponse à la demande initiale de renseignements?
19. Était-il difficile de répondre aux questions posées par la Commission?
Dans l'affirmative, veuillez donner l'exemple d'un cas où cela a été particulièrement difficile.
20. La Commission a-t-elle fourni suffisamment de renseignements sur l'état d'avancement des examens préliminaires en cours?

4. PROCEDURE FORMELLE D'EXAMEN

21. Avez-vous rencontré des difficultés dans le traitement des questions relatives à la confidentialité en ce qui concerne la publication de la décision?
Dans l'affirmative, veuillez donner des exemples concrets.
22. Selon le code, la Commission s'efforce d'adopter une décision finale au plus tard quatre mois après la communication des dernières informations. Ce délai vous paraît-il approprié?

5. PLANIFICATION AMIABLE

23. Avez-vous fait une demande de planification amiable depuis 2009? Dans combien de cas la Commission a-t-elle accepté une planification amiable?
24. Si vous n'avez jamais utilisé cette procédure, veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vous n'avez pas demandé son application.
25. Si une planification amiable a été acceptée, la procédure a-t-elle été utile?
Dans le cas contraire, veuillez indiquer ce qui aurait pu rendre la procédure plus utile.
26. La Commission et les États membres ont-ils respecté les délais prévus dans la planification amiable? Avez-vous eu des difficultés à respecter la planification amiable?
Veuillez donner des exemples concrets.

27. La planification amiable devrait-elle être réservée à certains types de cas, comme les cas nouveaux, techniquement complexes ou délicats? Devrait-elle plutôt être accessible à d'autres cas?
28. Avez-vous des suggestions concernant la manière dont la planification amiable pourrait être améliorée?

6. PLAINTES

29. Avez-vous déposé une plainte ou a-t-on déposé une plainte à votre encontre auprès de la DG COMP? Depuis 2009, par combien de plaintes avez-vous été concerné?
30. D'après votre expérience, considérez-vous que la Commission traite généralement les plaintes dans le délai indicatif de douze mois?
31. Avez-vous été informé par la Commission de l'état d'avancement de votre plainte? Dans l'affirmative, comment cette communication s'est-elle déroulée?
32. Avez-vous reçu une demande de renseignements de la Commission dans le cadre d'une enquête?
Dans l'affirmative, avez-vous rencontré des difficultés à répondre à la demande de la Commission?
Dans l'affirmative, veuillez donner des exemples concrets.
33. Auriez-vous des recommandations sur la façon d'améliorer la communication entre la Commission et les parties concernées par la plainte pendant le traitement du dossier? Veuillez faire des suggestions précises ou donner un exemple de cas traité, selon vous, de manière appropriée.

7. DEROGATION CONCERNANT LA LANGUE

34. Dans combien de cas avez-vous utilisé l'une des langues de travail de la Commission (anglais, français ou allemand) lors d'échanges avec la Commission depuis 2009?
35. Seriez-vous en faveur d'une demande de dérogation concernant la langue afin d'améliorer la rapidité de la procédure?

SECTION C: NOUVEAUX SUJETS A ENVISAGER DANS LE CODE DES BONNES PRATIQUES

8. INFORMATIONS GENERALES

36. En 2013, le règlement de procédure relatif aux aides d'État³ a été modifié. En conséquence, une série d'éléments nouveaux ont été introduits, comme le nouveau formulaire de plainte et la possibilité pour la Commission d'infliger des amendes en

³ Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 248 du 24.9.2015, p. 9) remplaçant le règlement n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'union Européenne (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1).

cas de défaut de réponse aux demandes de renseignements sur le marché. Cette modification a été introduite dans le cadre de la modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État, qui a octroyé plus de responsabilités aux États membres dans le domaine de la conception et de la mise en œuvre des mesures de soutien, tout en rationalisant et en mettant à jour le cadre des règles relatives aux aides d'État.

À la suite de la révision du règlement de procédure et du processus de modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État, quels changements pourraient-ils être introduits pour rendre le code plus utile?

Veuillez expliquer pourquoi.

9. ENQUETES PAR SECTEUR ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 37. Le règlement de procédure prévoit la possibilité pour la Commission de mener une enquête dans différents États membres sur un secteur de l'économie ou sur l'utilisation d'un instrument d'aide. Trouvez-vous utile de proposer des orientations concernant une telle enquête dans le cadre du code?
- 38. Le règlement de procédure dispose que la Commission peut poser des questions à des entreprises à la suite de l'ouverture de la procédure formelle d'examen. Trouvez-vous utile de proposer, dans le cadre du code, des orientations concernant ces outils d'enquête sur le marché?

10. RENFORCER LA COORDINATION

- 39. Pour accompagner la modernisation des aides d'État et permettre des contacts avec les États membres, la DG Concurrence a mis en place un réseau de points de contact nationaux. Le code devrait-il mentionner ce réseau et expliquer leur rôle?
- 40. Avez-vous des suggestions pour améliorer la coopération entre la DG COMP et le réseau de points de contact nationaux?
- 41. Le code devrait-il mentionner et expliquer l'approche par portefeuille pour le traitement des dossiers, comme par exemple le processus par lequel les États membres et la Commission conviennent d'une procédure permettant de traiter un groupe de dossiers en temps voulu, en retirant éventuellement la priorité à d'autres cas?

11. PARTENARIAT AVEC LES ÉTATS MEMBRES POUR LA MODERNISATION DE LA POLITIQUE DE L'UE EN MATIÈRE D'AIDES D'ÉTAT

- 42. La Commission a préconisé un partenariat renforcé avec les États membres pour accompagner la modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État et permettre son adoption au niveau national. Comment le code pourrait-il, à votre avis, refléter les pratiques du partenariat?

12. CONTROLE

- 43. À la suite de la révision des règles relatives aux aides d'État dans le contexte du processus de modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État, un nombre important de mesures ont été mises en œuvre par les États membres, en vertu du règlement général d'exemption par catégorie, et contrôlées ex post par la

Commission. Serait-il utile de faire référence au contrôle et à ses objectifs dans le code?
Veuillez expliquer pourquoi.

SECTION D: DIVERS

44. Avez-vous d'autres commentaires ou documents relatifs à l'application du code?
Veuillez nous fournir une copie de ces documents.

45. Veuillez préciser si vous autorisez les services de la Commission à prendre contact avec vous afin d'obtenir des renseignements complémentaires sur les informations que vous avez fournies.

Oui Non

NOUS VOUS REMERCIONS D'AVOIR RÉPONDU À CE QUESTIONNAIRE.